

Mémorial  **Memorial**
 du des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Vendredi, 6 juillet 1923.

N^o 31.

Freitag, 6. Juli 1923.

Avis. — Consulats. — L'exequatur a été accordé à M. le comte *Bonifacio Pignatti Morano* en sa qualité de Consul général d'Italie dans le Grand-Duché de Luxembourg. — 29 juin 1923.

Loi du 20 avril 1923, concernant la promulgation de règlements consulaires et l'introduction de certaines taxes à percevoir par les agents du corps consulaire.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 23 mars 1923 et celle du Conseil d'État du 17 avril 1923, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Un arrêté grand-ducal établira des consulats dans les places (villes) étrangères où les besoins du commerce et autres l'exigent.

Art. 2. Le corps des consuls se compose de consuls généraux, de consuls et de vice-consuls, Luxembourgeois ou étrangers, nommés par Nous, qui déterminerons l'étendue de la juridiction du consulat.

Art. 3. A défaut de vice-consul ou en cas d'absence ou d'empêchement du vice-consul, le consul peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un agent consulaire qu'il désigne

Geetz vom 20. April 1923, betreffend den Erlaß von Konsularreglementen und die Einführung gewisser von den Mitgliedern des Konsularkorps zu erhebenden Gebühren.

Nir **Charlotte**, von Gottes Gnaden, Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkanmer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkanmer vom 23. März 1923 und derjenigen des Staatsrates vom 17. April 1923, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Saben verordnet und verordnen:

Art. 1. Durch Großherzoglichen Beschluß werden an den ausländischen Plätzen (Städten), wo die Bedürfnisse des Handels oder anderweitige Interessen es verlangen, Konsulate errichtet.

Art. 2. Das Konsularkorps besteht aus von Uns ernannten Generalkonsuln, Konsuln und Vize-Konsuln luxemburgischer oder fremder Staatsangehörigkeit. Wir bestimmen die Gerichtsbarkeitsbezirke der einzelnen Konsulate.

Art. 3. Mangels eines Vize-Konsuls oder im Falle der Abwesenheit oder Verhinderung des Vize-Konsuls kann der Konsul seine Befugnisse ganz oder teilweise einem Konsularagenten über-

lui-même, après en avoir, au préalable, obtenu l'autorisation du Gouvernement.

Art. 4. Les consuls exercent les fonctions d'officier de l'état civil, s'ils y sont autorisés par le Gouvernement.

S'ils n'ont pas obtenu cette autorisation, ils sont néanmoins compétents comme officier de l'état civil, en ce qui concerne la publication et la célébration des mariages, mais ils n'ont pas qualité pour dresser les actes de naissance, de reconnaissance et de décès.

Art. 5. Les consuls sont autorisés à dispenser, pour des causes graves, de la publication et du délai prévus par les art. 63 et 64 du Code civil.

Art. 6. Indépendamment des cas où la loi aurait disposé à cet égard, des règlements d'administration publique détermineront les droits et devoirs des consuls.

Ces règlements pourront prévoir l'allocation aux consuls d'indemnités, ainsi que l'établissement de taxes qui seront perçues par les agents consulaires lors de la passation d'actes ou de la prestation de services déterminés, et dont une partie pourra être remise aux agents percepteurs, suivant une formule que les règlements arrêteront.

Art. 7. Les Luxembourgeois nommés aux fonctions de consul, vice-consul ou agent consulaire, prêteront le serment suivant:

« Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à
» la Constitution et aux lois de l'État. Je jure
» de remplir fidèlement mes fonctions et de
» contribuer de tout mon pouvoir à tout ce
» qui peut favoriser les intérêts du Grand-
» Duché et ceux de mes compatriotes. Ainsi
» Dieu me soit en aide! »

Art. 8. Les étrangers nommés aux mêmes fonctions prêteront le serment suivant:

« Je jure de remplir fidèlement, et conformé-

ment, den er selbst nach vorher eingeholter Ermächtigung der Regierung bestellt.

Art. 4. Die Konsuln amtieren als Zivilstandsbeamte, wenn sie dazu von der Regierung ermächtigt sind.

In Ermangelung dieser Ermächtigung sind sie nichtsdestoweniger als Zivilstandsbeamte zuständig für Heiratsverkündigungen und Eheschließungen, jedoch nicht befugt, Geburts-, Anerkennungs- und Sterbeurkunden aufzustellen.

Art. 5. Die Konsuln sind ermächtigt, aus schwerwiegenden Gründen von der in den Art. 63 und 64 des Bürgerlichen Gesetzbuches vorgesehenen Verkündigung sowie Verkündigungsfrist zu entbinden.

Art. 6. Unbeschadet der Fälle wo das Gesetz diesbezügliche Anordnungen trifft, bestimmen öffentliche Verwaltungsreglemente die Rechte und Pflichten der Konsuln.

Diese Reglemente können die Zuwendung von Entschädigungen an die Konsuln vorsehen, sowie die Gebühren bestimmen, welche die Konsuln bei der Aufnahme von Urkunden oder für gewisse Dienstleistungen erheben; ein Teil dieser Gebühren kann den mit der Einziehung betrauten Agenten nach einer durch die Reglemente festzusetzenden Formel belassen werden.

Art. 7. Die zu Konsuln, Vize-Konsuln oder Konsularagenten ernannten Luxemburger leisten folgenden Eid:

„Ich schwöre Treue dem Großherzog, Gehorsam der Verfassung und den Gesetzen des Staates. Ich schwöre, mein Amt treu zu versehen und mit allen meinen Kräften beizutragen zu allem, was die Interessen des Großherzogtums und meiner Landsleute fördern kann. So wahr mir Gott helfe.“

Art. 8. Die zu denselben Ämtern ernannten Fremden leisten folgenden Eid:

„Ich schwöre, mein Amt treu und gemäß den

» ment aux lois luxembourgeoises, mes fonctions, et de contribuer de tout mon pouvoir » à tout ce qui peut favoriser les intérêts du » Grand-Duché et ceux des Luxembourgeois. » Ainsi Dieu me soit en aide ! »

Art. 9. Les chanceliers ou les personnes désignées pour exercer les fonctions prêteront le serment suivant :

Les Luxembourgeois :

« Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance » à la Constitution et aux lois de l'État; je jure » de remplir fidèlement mes fonctions de chancelier. Ainsi Dieu me soit en aide ! »

Les étrangers :

« Je jure de remplir fidèlement mes fonctions » de chancelier, conformément aux lois luxembourgeoises. Ainsi Dieu me soit en aide ! »

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 20 avril 1923.

CHARLOTTE.

Les membres du Gouvernement,

E. REUTER.

A. NEYENS.

R. DE WAHA.

JOS. BECH.

G. SOISSON.

Arrêté grand-ducal du 29 juin 1923, portant règlement du service consulaire et introduction de certaines taxes à percevoir par les agents du corps consulaire.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 6 de la loi du 20 avril 1923, autorisant le Gouvernement à édicter des règlements consulaires et à introduire certaines taxes consulaires à percevoir par les agents du corps consulaire;

„luxemburgischen Gesetzen zu versehen, und mit „allen meinen Kräften beizutragen zu allem was „die Interessen des Großherzogtums und der „Luxemburger fördern kann. So wahr mir Gott „helfe.“

Art. 9. Die Kanzler oder die zur Ausübung des Kanzleramtes bezeichneten Personen leisten folgenden Eid:

Die Luxemburger:

„Ich schwöre Treue dem Großherzog, Gehorsam der Verfassung und den Gesetzen des Staates, „ich schwöre, mein Amt als Kanzler treu zu versehen. So wahr mir Gott helfe.“

Die Fremden:

„Ich schwöre, mein Amt als Kanzler treu gemäß „den luxemburgischen Gesetzen zu versehen. So „wahr mir Gott helfe.“

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Mémorial“ veröffentlicht werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxembourg, den 20. April 1923.

Charlotte.

Die Mitglieder der Regierung:

E. Reuter.

A. Neyens.

R. de Waha.

J. Bech.

G. Soisson.

Großh. Beschluß vom 29. Juni 1923, das Konsularreglement und die Einführung gewisser von den Mitgliedern des Konsularcorps zu erhebenden Gebühren, betreffend.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden, Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 6 des Gesetzes vom 20. April 1923, wodurch die Regierung ermächtigt wird, Konsularreglemente zu erlassen, sowie gewisse von den Agenten des Konsularcorps zu erhebende Konsulartaxen einzuführen;

Notre Conseil d'État entendu;
Sur le rapport de Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Titre I^{er}. — Des consuls et du personnel des consulats.

Art. 1^{er}. Le corps consulaire se compose de consuls généraux, de consuls et de vice-consuls, luxembourgeois ou étrangers, nommés par Nous, qui déterminerons l'étendue de la juridiction des consulats (art. 2 de la loi du 20 avril 1923).

Art. 2. Les vice-consuls ont les mêmes attributions que les consuls, s'ils résident dans une localité où il n'y a pas de consul.

Si la résidence est commune, le vice-consul remplace le consul en cas d'absence ou d'empêchement. Hors de là, il n'exerce que les fonctions que lui délègue le consul.

Art. 3. A défaut de vice-consul, ou en cas d'absence ou d'empêchement du vice-consul, le consul peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un agent consulaire qu'il désigne lui-même, après en avoir, au préalable, obtenu l'autorisation du Gouvernement (art. 3 de la loi du 20 avril 1923).

Le consul fera parvenir au Département des affaires étrangères un exemplaire de la signature de la personne qu'il aura chargée de remplir intérimairement les fonctions consulaires, à moins qu'elle n'y soit déjà connue.

Il est défendu aux agents consulaires de nommer des sous-agents et de déléguer leurs pouvoirs à quelque titre que ce soit.

Art. 4. Le serment prescrit par les art. 7 et 8 de la loi du 20 avril 1923 sera prêté entre les mains de Notre Directeur général des affaires étrangères, si l'agent se trouve dans Notre capitale.

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;
Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Titel I. — Von den Konsuln und den Konsulatsbeamten.

Art. 1. Das Konsularkorps besteht aus von Uns ernannten Generalkonsuln, Konsuln und Vizekonsuln, luxemburgischer oder fremder Staatsangehörigkeit. Wir bestimmen die Gerichtsbarkeitsbezirke der einzelnen Konsulate. (Art. 2 des Gesetzes vom 20. April 1923.)

Art. 2. Die Vizekonsuln haben dieselben Befugnisse wie die Konsuln, wenn sie an einem Orte wohnen, wo kein Konsul ist.

Ist der Amtssitz gemeinsam, so ersetzt der Vizekonsul den Konsul während dessen Abwesenheit oder Verhinderung. Sonst übt er nur die ihm vom Konsul übertragenen Befugnisse aus.

Art. 3. Mangels eines Vizekonsuls, oder im Falle der Abwesenheit oder Verhinderung des Vizekonsuls, kann der Konsul seine Befugnisse ganz oder teilweise einem Konsularagenten übertragen, den er selbst nach vorher eingeholter Ermächtigung der Regierung bestellt. (Art. 3 des Gesetzes vom 20. April 1923.)

Der Konsul läßt der Regierung, Abteilung für Auswärtige Angelegenheiten, ein Exemplar der Unterschrift der Person zugehen, welche er mit der zeitweiligen Leitung der Konsulatsgeschäfte betraut hat, es sei denn, daß diese Unterschrift dort schon bekannt ist.

Den Konsularagenten bleibt es untersagt, Unteragenten zu ernennen, sowie ihre Befugnisse in irgend einem Maße zu übertragen.

Art. 4. Der durch Art. 7 und 8 des Gesetzes vom 20. April 1923 vorgeschriebene Eid wird zu Händen Unseres General-Direktors des Auswärtigen Angelegenheiten geleistet, wenn der Konsul in Unserer Hauptstadt weilt.

Dans le cas contraire, le serment sera écrit, daté et signé par l'agent et envoyé sans retard à Notre Directeur général susmentionné.

Art. 5. Tout consul peut, s'il le juge utile, nommer un chancelier sous sa responsabilité. Il peut aussi, au besoin, désigner une personne pour exercer, dans un cas spécial, les fonctions de chancelier.

Art. 6. Le serment prescrit par l'art. 9 de la loi du 20 avril 1923 pour les chanceliers et pour les personnes désignées pour en exercer les fonctions, sera prêté entre les mains du consul, qui les a investis de leurs fonctions.

Le consul informera sans retard le Directeur général des affaires étrangères de cette nomination et de la prestation du serment.

Art. 7. Aucun agent du service consulaire nommé par Nous ne peut, sans Notre autorisation expresse, accepter le consulat d'une Puissance étrangère.

Art. 8. Pour être admis à exercer leurs fonctions à l'étranger, les agents doivent être régulièrement exequaturés.

L'exequatur sera demandé:

1° par l'agent diplomatique luxembourgeois accrédité dans le pays;

2° à défaut d'agent diplomatique, par le Département des affaires étrangères directement.

Art. 9. Dès que le consul sera nanti de l'exequatur, il se fera reconnaître, en sa qualité officielle, par les autorités locales.

Art. 10. Le consul qui nomme un agent consulaire se conformera à l'usage suivi dans le pays pour le faire reconnaître.

Art. 11. Tous les agents du corps consulaire, sans distinction de grade, relèvent de la légation luxembourgeoise accréditée dans le pays où ils résident.

Andernfalls wird der Eid vom Agenten geschrieben, datiert und unterzeichnet und ohne Verzug an Unseren vorgenannten General-Direktor gesandt.

Art. 5. Jeder Konsul kann, wenn er es für ratsam erachtet, unter seiner Verantwortung, einen Kanzler ernennen. Er kann auch, wenn nötig, jemanden bezeichnen, um in einem besonderen Falle das Kanzleiamt zu versehen.

Art. 6. Die Konsulatskanzler und die zur Ausübung des Kanzleramtes bezeichneten Personen leisten den durch Art. 9 des Gesetzes vom 20. April 1923 vorgeschriebenen Eid zu Händen des Konsuls, der sie bestellt hat.

Der Konsul benachrichtigt ohne Verzug den General-Direktor der Auswärtigen Angelegenheiten von der Ernennung und Eidesleistung.

Art. 7. Kein von Uns ernannter Agent des Konsulardienstes darf, ohne Unsere ausdrückliche Ermächtigung, ein Konsularamt eines fremden Staates annehmen.

Art. 8. Um zur Ausübung ihrer Amtsbefugnisse zugelassen zu werden, bedürfen die Konsuln eines regelrechten Exequaturs.

Das Exequatur wird nachgesucht:

1. durch den bei dem fremden Staate beglaubigten luxemburgischen Diplomaten;

2. mangels eines diplomatischen Vertreters, unmittelbar durch die Abteilung für Auswärtige Angelegenheiten.

Art. 9. Sobald der Konsul das Exequatur erlangt hat, notifiziert er den Ortsbehörden seinen Amtsantritt.

Art. 10. Bei der Bestellung eines Konsularagenten hat den Konsul gemäß den im Lande für dessen Zulassung üblichen Gepflogenheiten zu verfahren.

Art. 11. Alle Mitglieder des Konsularkorps, ohne Unterschied des Grades, unterstehen der bei dem Lande ihres Amtssitzes beglaubigten luxemburgischen Gesandtschaft.

La légation les surveille et ils sont tenus d'exécuter les ordres qu'elle leur adresse dans le cercle de leurs attributions.

Art. 12. Dans le pays où il n'existe pas de légation luxembourgeoise, les consuls relèvent directement du Directeur général des affaires étrangères.

Art. 13. Le consul qui quitte son poste pour plus de 15 jours en avertira le Directeur général des affaires étrangères; l'agent qui, sans motif légitime, omettra de se conformer à cette disposition, pourra être considéré comme démissionnaire.

Art. 14. Le Directeur général des affaires étrangères peut, pour motif grave, suspendre tout membre du corps consulaire de ses fonctions.

Quant à la révocation, Nous Nous réservons de la prononcer Nous même, sur la proposition motivée de Notre Directeur général des affaires étrangères.

Art. 15. Les agents consulaires agissent sous la responsabilité du consul qui les nomme.

Les consuls peuvent les suspendre de l'exercice de leurs fonctions, mais ils ne les révoquent qu'après en avoir prévenu Notre Directeur général des affaires étrangères.

Le même pouvoir est accordé au chef de la légation dont relève le consulat et à Notre Directeur général des affaires étrangères.

Titre II. — Des droits et des devoirs des consuls.

Chapitre Ier. — Dispositions générales.

Art. 16. Les consuls sont obligés, dans l'exercice de leurs fonctions, de se conformer en tous

Dieselben sind der Aufsicht der Gesandtschaft unterworfen, deren Befehlen sie im Rahmen ihrer Befugnisse auszuführen haben.

Art. 12. In den Ländern, wo keine luxemburgische Gesandtschaft besteht, unterstehen die Konsuln unmittelbar dem General-Direktor der Auswärtigen Angelegenheiten.

Art. 13. Der Konsul, der sich während mehr als 15 Tagen von seinem Amte entfernt hält, muß den General-Direktor der Auswärtigen Angelegenheiten hiervon in Kenntnis setzen. Konsuln, die dieser Bestimmung, ohne triftigen Grund, nicht nachkommen, werden so angesehen, als ob sie die Enthebung aus ihrem Amt nachgesucht hätten.

Art. 14. Der General-Direktor der Auswärtigen Angelegenheiten kann aus schwerwiegendem Grunde jedes Mitglied des Konsularcorps vom Amte suspendieren.

Wir behalten Uns vor, die Amtsenthebung auf den begründeten Vorschlag Unseres General-Direktors der Auswärtigen Angelegenheiten, selbst zu verfügen.

Art. 15. Die Konsularagenten handeln unter der Verantwortlichkeit des sie bestellenden Konsuls.

Die Konsuln können dieselben von der Ausübung ihrer Amtsobliegenheiten suspendieren; ihres Amtes entheben, können sie sie jedoch erst nach vorheriger Benachrichtigung des General-Direktors der Auswärtigen Angelegenheiten.

Dieselben Befugnisse in bezug auf Amtssuspension und Amtsenthebung stehen dem Legationschef und Unserem General-Direktor der Auswärtigen Angelegenheiten zu.

Titel II. — Amtsrechte und Pflichten der Konsuln.

Kapitel I. — Allgemeine Bestimmungen.

Art. 16. Die Konsuln sind verpflichtet, in Ausübung ihrer Befugnisse, die ihr Amt betref-

points aux dispositions qui concernent leur ministère.

Ils doivent aide et protection aux Luxembourgeois résidant à l'étranger ou qui réclament leur appui. Ils fournissent au Gouvernement les renseignements et lui rendront les services qu'il leur demandera; ils s'efforceront en outre de renseigner le Département des affaires étrangères sur toutes les affaires et sur tous les événements qui peuvent avoir de l'intérêt pour le pays.

Art. 17. Les consuls correspondent avec Notre Directeur général des affaires étrangères.

Ils peuvent correspondre directement avec les particuliers.

Chapitre II. — *Du pavillon, de l'écusson, du sceau et du costume de consul.*

Art. 18. Le pavillon luxembourgeois est rouge, blanc et bleu.

Ces couleurs seront placées horizontalement.

Art. 19. L'écusson porte les armes du Grand-Duché qui sont burelées d'argent et d'azur, au lion de gueules, armé, lampassé et couronné d'or, la queue fourchue et passée en sautoir. Il portera l'inscription: Consulat général, consulat ou vice-consulat du Grand-Duché de Luxembourg.

Les consuls auront soin d'appliquer l'écusson à un endroit visible, près de l'entrée de la chancellerie.

Art. 20. Les sceaux porteront les armes du Grand-Duché et pour légende: Consulat général, consulat ou vice-consulat du Grand-Duché de Luxembourg à

Les consuls apposeront le sceau consulaire au bas de tous les actes portant leur signature. Ils seront responsables de la garde des sceaux officiels et de l'usage abusif qui pourrait en être fait.

fenden Bestimmungen, in allen Stücken, genau zu beobachten.

Die Konsuln müssen den im Auslande sich befindlichen Luxemburgern, die ihren Beistand beanspruchen, Hilfe und Schutz gewähren; sie liefern der Regierung alle Aufschlüsse und leisten die Dienste, die letztere von ihnen verlangt; sie werden bestrebt sein, das Departement für Auswärtige Angelegenheiten über alle Gegenstände und Ereignisse, die für das Land von Interesse sein können, auf dem Laufenden zu halten.

Art. 17. Die Konsuln stehen in direktem Geschäftsverkehr mit Unserem General-Direktor der Auswärtigen Angelegenheiten.

Sie stehen auch in unmittelbarem Schriftverkehr mit Privaten.

Kapitel II. — *Über Flagge, Wappenschild, Siegel und Uniform der Konsuln.*

Art. 18. Die luxemburgische Flagge ist rot-weiß-blau. Diese Farben liegen horizontal.

Art. 19. Das Wappenschild trägt das Wappen des Großherzogtums: ein roter, aufrechtstehender Löwe mit gegabeltem Schweife, in Gold bewehrt, gezüngelt und gekrönt, im zehnmal weiß und blau quer getheilten Felde, mit der Aufschrift: Großherzoglich-Luxemburgisches Generalkonsulat, Konsulat oder Vizekonsulat.

Die Konsuln tragen Sorge, das Wappenschild an sichtbarer Stelle, bei dem Eingang zur Kanzlei, anzubringen.

Art. 20. Die Siegel tragen das Wappen des Großherzogtums mit der Umschrift: Großherzoglich-Luxemburgisches Generalkonsulat, Konsulat oder Vizekonsulat in.....

Die Konsuln versehen mit dem Konsulats-siegel die Schlussseite aller ihre Unterschrift tragenden Urkunden. Sie sind verantwortlich für die Aufbewahrung der Amtssiegel und für etwaigen Mißbrauch derselben.

Art. 21. Le costume de consul général et de consul luxembourgeois est réglé de la manière suivante:

habit en drap bleu foncé, doublé de même, collet droit et à une rangée de neuf boutons, dégagé sur les cuisses;

gilet blanc, à une rangée de cinq boutons;

pantalon demi-collant sur bottes, du même drap que l'habit ou de casimir bleu, avec la bande en argent;

épée en métal blanc;

chapeau français, garni en plumes noires, ganse d'argent à graines d'épinards avec coarde.

L'habit sera garni d'une broderie de branches de chêne en argent, au collet, aux parements et sur les poches; deux boutons à la taille.

Les boutons sont en émail blanc, et porteront les lettres CH couronnées.

L'habit pourra être porté soit fermé, soit ouvert.

Le costume de vice-consul est le même que celui de consul, moins la broderie sur les poches de l'habit.

Chapitre III. — *Attributions des consuls en matière d'état civil.*

Art. 22. Les consuls exercent les fonctions d'officier de l'état civil s'ils y sont autorisés par Notre Directeur général des affaires étrangères.

S'ils n'ont pas obtenu cette autorisation, ils sont néanmoins compétents comme officier de l'état civil, en ce qui concerne la publication et la célébration des mariages, mais ils n'ont pas qualité pour dresser les actes de naissance, de reconnaissance et de décès (art. 4 de la loi du 20 avril 1923).

Art. 23. Les consuls auront soin de se conformer pour la réception et la rédaction des actes de l'état civil aux règles prescrites par le code civil et les lois luxembourgeoises sur la matière.

Art. 21. Die Uniform der luxemburgischen Generalkonsuln und Konsuln wird bestimmt wie folgt:

Rock aus dunkelblauem Tuch, dunkelblaues Unterfutter, stehender Kragen, eine Reihe von neun Knöpfen, hüftfreier Schnitt;

Weisse Weste mit einer Reihe von fünf Knöpfen, halbanliegende Beinkleider von gleichem Tuch als der Rock oder aus blauem Kasimir, mit silbernen Streifen;

Degen aus Weisßmetall;

Zweispitziger Hut mit schwarzen Federn verziert, silberne Schnur mit dicken Quasten und Kofarbe.

Der Rock ist mit gestickten silbernen Eichenzweigen am Kragen, an den Aufschlägen und an den Taschen besetzt; zwei Knöpfe an der Taille.

Die Knöpfe sind aus weißem Schmelz und tragen die gekrönten Buchstaben CH.

Der Rock kann offen oder geschlossen getragen werden.

Die Uniform der Vizekonsuln ist dieselbe wie diejenige der Konsuln, mit Ausnahme der Stickerien an den Rocktaschen.

Kapitel III. — *Befugnisse der Konsuln in Zivilstandsangelegenheiten.*

Art. 22. Die Konsuln üben die Befugnisse eines Zivilstandsbeamten aus, wenn sie dazu von Unserm General-Direktor der Auswärtigen Angelegenheiten ermächtigt sind.

Sind sie nicht im Besitze dieser Genehmigung, so sind sie trotzdem als Zivilstandsbeamte zuständig, was die Verkündigung und Abschließung der Ehe betrifft, aber sie haben nicht das Recht, Geburts-, Anerkennungs- und Sterbeurkunden aufzunehmen. (Art. 4 des Gesetzes vom 20. April 1923).

Art. 23. Bei der Aufnahme und Abfassung der Zivilstandsurkunden haben die Konsuln sich an die Verfügungen zu halten, die durch das Bürgerliche Gesetzbuch und die einschlägigen luxemburgischen Gesetze vorgegeschrieben sind.

Art. 24. Les registres dont les consuls feront usage pour l'inscription des actes seront cotés par première et dernière et paraphés sur chaque feuille par Notre Directeur général des affaires étrangères ou par le fonctionnaire de son département qu'il aura délégué à cet effet.

Art. 25. Immédiatement après avoir dressé un acte, le consul en enverra une expédition au Département des affaires étrangères.

Art. 26. Un des doubles des registres restera déposé à la chancellerie du consulat et l'autre sera envoyé, dans le mois de la clôture qui se fait à la fin de l'année, au département des affaires étrangères, pour y rester déposé. Si les consuls n'ont rédigé aucun acte, ils se borneront à clore les registres et à dresser un certificat qu'ils transmettront au Département des affaires étrangères.

Art. 27. La publication du mariage faite par le consul sera affichée à la porte de la chancellerie. Elle sera inscrite à sa date, dans un seul registre coté et paraphé, comme il est dit dans l'art. 17 qui précède.

Ce registre, dûment clos, sera expédié à la fin de chaque année à la Direction générale des affaires étrangères pour y rester déposé.

Art. 28. Les consuls sont autorisés à dispenser, pour des causes graves, de la publication ainsi que du délai prévu par les art. 63 et 64 du Code civil (art. 5 de la loi du 20 avril 1923).

Art. 24. Die Register, welche die Konsuln zur Eintragung der Urkunden benutzen, werden auf dem ersten und letzten Blatt mit der Seitenzahl und auf jedem Blatt von Unserm General-Direktor der Auswärtigen Angelegenheiten, oder von dem Beamten, den er zu dem Zwecke delegiert, mit Handzug versehen.

Art. 25. Unverzüglich nach der Aufnahme einer Urkunde schickt der Konsul eine Ausfertigung derselben an das Département der Auswärtigen Angelegenheiten.

Art. 26. Eines der doppelt geführten Register wird in der Kanzlei des Konsulates hinterlegt, das andere wird innerhalb eines Monats, nach dem am Ende des Jahres stattfindenden Abschluß, an das Département der Auswärtigen Angelegenheiten gesandt um dort hinterlegt zu werden. Haben die Konsuln keine Urkunde aufgenommen, brauchen sie nur die Register abzuschließen und eine diesbezügliche Bescheinigung auszustellen, die sie dem Département der Auswärtigen Angelegenheiten übermitteln.

Art. 27. Die durch Konsuln vorzunehmenden Eheverkündigungen werden an der Tür der Kanzlei angeschlagen. Dieselben werden am Tage des Datums der Verkündigung in ein nur einfach geführtes Register eingeschrieben. Dieses Register soll, wie in dem vorhergehenden Art. 17 bestimmt wird, mit Seitenzahlen und mit Handzug versehen sein.

Dieses Register wird, nachdem es vorschriftsmäßig abgeschlossen ist, am Ende des Jahres an die General-Direktion der Auswärtigen Angelegenheiten gesandt, um dort hinterlegt zu werden.

Art. 28. Die Konsuln sind ermächtigt aus wichtigen Gründen von der Verkündigung sowie von der durch Art. 63 und 64 des Bürgerlichen Gesetzbuches vorgesehenen Verkündigungsfrist zu entbinden. (Art. 5 des Gesetzes vom 20. April 1923.)

Art. 29. Avant de célébrer un mariage, les consuls s'assureront qu'en outre de la publication qui doit être faite au consulat, les futurs époux se sont soumis aux prescriptions de la loi relativement à la publication de leur mariage dans le Grand-Duché.

Il est bien entendu que les consuls sont obligés de s'assurer si les futurs époux remplissent les autres conditions pour pouvoir contracter mariage.

Chapitre IV. — *Des déclarations d'indigénat.*

Art. 30. Les consuls peuvent être autorisés dans des cas déterminés à recevoir des déclarations concernant l'acquisition de la qualité de Luxembourgeois (cas prévus aux art. 9 et 10 du Code civil); ils suivront en cela les instructions que le Département des affaires étrangères leur donnera sur leur demande.

Chapitre V. — *Des passeports et des visas.*

Art. 31. Les consuls sont autorisés à délivrer des passeports aux Luxembourgeois après s'être assurés de leur qualité et de leur identité; ils ne peuvent accorder de passeports aux étrangers.

Art. 32. Les passeports non périmés, délivrés par des autorités compétentes, et présentés soit par des Luxembourgeois soit par des étrangers, pourront recevoir le visa de Nos consuls qui auront soin à se conformer strictement aux instructions du Département des affaires étrangères.

Chapitre VI. — *Réception d'actes et établissement de certificats.*

Art. 33. En dehors des actes et des certificats dont l'établissement leur est confié par des dis-

Art. 29. Vor der Abschließung der Ehe müssen die Konsuln sich vergewissern, ob außer der Verkündigung durch das Konsulat die zukünftigen Ehegatten den gesetzlichen Vorschriften genügt haben in Betreff der Verkündigung ihrer Ehe im Großherzogtum.

Selbstverständlich sind die Konsuln verpflichtet, sich zu vergewissern, ob die künftigen Ehegatten die andern Bedingungen erfüllen um die Ehe eingehen zu können.

Kapitel IV. — *Über die Indigenats-erklärungen.*

Art. 30. Die Konsuln können in bestimmten Fällen ermächtigt werden, Erklärungen entgegenzunehmen betreffend die der Erlangung der Eigenschaft eines Luxemburgers (Fälle, die durch Art. 9 und 10 des Bürgerlichen Gesetzbuches vorgesehen sind); sie haben hierin die Anweisungen zu befolgen, die sie vom Departement der Auswärtigen Angelegenheiten, auf Anfrage erhalten.

Kapitel V. — *Über Pässe und Sichtvermerke.*

Art. 31. Die Konsuln sind ermächtigt, luxemburgischen Staatsangehörigen Pässe auszustellen, nachdem sie sich über ihre Eigenschaft als Luxemburger und ihre Identität vergewissert haben; es ist ihnen nicht erlaubt, Pässe an Ausländer auszustellen.

Art. 32. Die nicht verjährten Pässe, die von den zuständigen Behörden ausgestellt wurden, und die, sei es von Luxemburgern, sei es von Ausländern, vorgezeigt werden, können von Unsern Konsuln mit einem Sichtvermerk versehen werden, unter genauer Beobachtung der Anweisungen des Departementes der Auswärtigen Angelegenheiten.

Kapitel VI. — *Aufnahme von Urkunden und Ausstellung von Bescheinigungen.*

Art. 33. Außer den Urkunden und den Bescheinigungen, die sie kraft besonderer gesetzlicher

positions législatives spéciales, les consuls peuvent encore recevoir tous autres actes et délivrer tous autres certificats qui leur sont réclamés par des particuliers et par lesquels ils constatent ou attestent des faits ou des qualités dont ils ont personnellement connaissance ou qu'ils ont reconnus tels à la suite d'un examen de documents ou d'événements.

Chapitre VII. — *Des légalisations.*

Art. 34. Les consuls légaliseront les actes délivrés par des autorités publiques de leur arrondissement et destinés à être produits dans le Grand-Duché.

Ils auront soin de mentionner la qualité de l'autorité dont l'acte émane et de s'assurer que ladite autorité avait, lorsque l'acte a été passé, la qualité qui y est indiquée.

Art. 35. Ils peuvent refuser de légaliser les actes sous seing privé, à moins que ces actes n'aient été déjà légalisés par une autorité publique du pays où ils sont établis.

Art. 36. La signature des consuls sera légalisée par Notre Directeur général des affaires étrangères ou par le fonctionnaire qu'il aura délégué à cet effet.

Art. 37. Les arrêts, jugements ou actes rendus ou passés dans le Grand-Duché ne pourront être admis dans nos consulats que s'ils portent la légalisation de Notre Directeur général des affaires étrangères ou du fonctionnaire qu'il aura délégué.

Chapitre VIII. — *Tarifs des droits à percevoir par les chancelleries consulaires; de la reddition des comptes.*

Art. 38. Le tableau annexé au présent règlement fixe le tarif des droits qui seront à l'avenir

Bestimmungen ausstellen, können die Konsuln noch alle anderen Urkunden aufnehmen und alle anderen Bescheinigungen aushändigen, die von Privaten verlangt werden und durch welche sie Tatsachen oder Eigenschaften feststellen oder bestätigen, von denen sie persönlich Kenntnis haben oder die sie nach einer Prüfung von Schriftstücken oder Ereignissen als richtig erkannt haben.

Kapitel VII. — *Von den Beglaubigungen.*

Art. 34. Die Konsuln beglaubigen die von den Behörden ihres Bezirkes ausgestellten und für das Großherzogtum bestimmten Urkunden.

Sie vermerken sorgfältig die Eigenschaft der Behörde, von welcher die Urkunde ausgeht, und sollen sich vergewissern, ob diese Behörde zur Zeit der Ausstellung der Urkunde die darin angegebene Eigenschaft besaß.

Art. 35. Sie haben das Recht, die Beglaubigung der Privaturkunden zu verweigern, es sei denn, daß diese Urkunden bereits von einer Behörde des Landes, in dem sie wohnen, beglaubigt seien.

Art. 36. Die Unterschrift der Konsuln wird von Unserm General-Direktor der Auswärtigen Angelegenheiten oder von dem von ihm hierzu bestellten Beamten beglaubigt.

Art. 37. Die Erkenntnisse, Urteile oder Urkunden, die im Großherzogtum ergangen sind oder abgefaßt wurden, können in unsern Konsulaten nur angenommen werden, wenn sie von Unserm General-Direktor der Auswärtigen Angelegenheiten oder dem von ihm bestellten Beamten beglaubigt sind.

Kapitel VIII. — *Gebührenordnung der Konsulatskanzleien; Rechnungsablage.*

Art. 38. In der diesem Reglemente beigefügten Tabelle sind die Sätze festgesetzt, nach

perçus dans les chancelleries consulaires du Grand-Duché à l'étranger, sauf les réserves énoncées à l'art. 41.

Art. 39. Les agents émargeant au budget du Département des affaires étrangères verseront à l'État la totalité des taxes perçues par eux.

Art. 40. Les taxes sont acquises dans leur intégralité aux agents non rétribués jusqu'à concurrence des sommes suivantes:

4000 fr., s'il s'agit d'un consulat ou d'un vice-consulat;

6000 fr., s'il s'agit d'un consulat général.

Il est prélevé 50 % au profit du Trésor sur l'excédent des quotités indiquées ci-dessus.

En cas de changement de titulaire en cours d'année, le calcul de la part revenant au Trésor sera effectué d'après ce barème et au prorata de la durée.

Art. 41. Le Gouvernement est autorisé à conclure avec les Puissances étrangères des arrangements établissant, sous condition de réciprocité, la gratuité ou une réduction spécifiée du prix de certaines des opérations de chancellerie soumises à des taxes.

La gratuité est en outre acquise de plein droit:

1° aux actes destinés aux indigènes;

2° aux documents réclamés par le Directeur général des affaires étrangères dans un intérêt public ou administratif, ainsi qu'aux actes réclamés en leur qualité officielle pour leur usage personnel ou celui de leur suite, par les agents officiels des autres États, ce à titre de réciprocité.

denen in Zukunft die Kanzleigeühren in den Konsulaten des Großherzogtums im Auslande erhoben werden, vorbehaltlich der im Art. 41 bestimmten Ausnahmen.

Art. 39. Die Agenten, welche ein auf das Budget der Abteilung für Auswärtige Angelegenheiten regelmäßiges Dienst Einkommen beziehen, führen sämtliche von ihnen erhobenen Gebühren an die Staatskasse ab.

Art. 40. Die nicht bezahlten Agenten haben ein Anrecht auf die Gesamtheit der Gebühren bis zum Betraufe folgender Summen:

4000 Franken, wenn es sich um ein Konsulat oder ein Vizekonsulat handelt;

6000 Franken, wenn es sich um ein Generalkonsulat handelt.

Von dem die vorgenannten Beträge überschreitenden Vorschüsse werden 50% an die Staatskasse abgeführt.

Bei einem im Laufe des Jahres vorkommenden Personenwechsel wird der der Staatskasse zukommende Anteil nach derselben Berechnung und im Verhältnis zur Amtsdauer bestimmt.

Art. 41. Die Regierung kann mit den fremden Mächten unter der Bedingung der Gegenseitigkeit, Kostenfreiheit oder besondere Herabsetzungen der Gebühren für gewisse gebührenpflichtige Kanzleiakte vereinbaren.

Kostenfreiheit besteht außerdem von Rechts wegen:

1. Für die an Einheimische auszustellenden Urkunden.

2. Für die vom General-Direktor der Auswärtigen Angelegenheiten in einem öffentlichen oder verwaltlichen Interesse geforderten Dokumente, sowie für Urkunden, welche die Amtspersonen der anderen Staaten in ihrer Eigenschaft als solche für ihren persönlichen Gebrauch oder denjenigen ihres Gefolges verlangen, dies jedoch nur, wenn Gegenseitigkeit gewährt wird.

Art. 42. Les taxes sont perçues en monnaie légale du lieu de la perception, transformée en francs au cours du franc or.

Art. 43. Les droits perçus doivent être inscrits sur un registre spécial par catégorie, et par numéro d'ordre; ces inscriptions indiqueront la date du versement et la personne qui l'a effectué. Ce registre doit être clos à la fin de chaque année et rouvert ensuite; il fait partie des archives de la chancellerie et ne peut en être enlevé qu'en vertu d'une autorisation du Gouvernement.

Art. 44. Les consuls enverront chaque année dans la seconde moitié du mois de janvier une copie certifiée conforme du registre de l'année écoulée au Département des affaires étrangères.

En cas de recette négative ils l'en informeront à la même époque. Les sommes revenant à l'État seront à verser à l'Office à désigner par le Directeur général des affaires étrangères.

Chapitre IX. — Des frais à rembourser.

Art. 45. Les dépenses susceptibles d'être remboursées font l'objet de déclarations que les agents transmettent au Département des affaires étrangères une ou plusieurs fois par an, suivant l'importance de leur montant.

Ces dépenses sont:

1° les frais de port et d'affranchissement de la correspondance officielle;

2° les secours provisoires accordés à des Luxembourgeois qui se trouvent dans une position nécessitée, par suite de circonstances indépendantes de leur volonté.

Les dépenses indiquées sous le n° 2 sont à justifier par des quittances; le Directeur général

Art. 42. Die Gebühren werden erhoben in der gesetzlichen Münze des Erhebungsortes. Die Umrechnung in Franken geschieht zum Kurse des Goldfrankens.

Art. 43. Die erhobenen Gebühren sollen kategorienweise und mit einer Ordnungsnummer versehen in ein besonderes Register eingetragen werden; diese Eintragungen vermerken das Datum der Einzahlung sowie die Person, welche eingezahlt hat. Dieses Register soll am Ende eines jeden Jahres geschlossen und darauf wieder eröffnet werden; es bildet einen Teil des Kanzleiarchivs und kann nur infolge Ermächtigung der Regierung von dort entnommen werden.

Art. 44. Die Konsuln senden jedes Jahr in der zweiten Hälfte des Monats Januar eine für gleichlautend beglaubigte Abschrift des Registers des verfloffenen Jahres an die Abteilung für Auswärtige Angelegenheiten. Ist keine Einnahme zu verzeichnen gewesen, so melden sie dieses um dieselbe Zeit. Die dem Staate zukommenden Gelder sind an die vom General-Direktor der Auswärtigen Angelegenheiten zu bestimmende Stelle abzuführen.

Kapitel IX. — Über Rückerstattung der Ausgaben.

Art. 45. Was die Ausgaben anbelangt, die zurückzuzahlen sind, übermitteln die Konsuln dem Departement für Auswärtige Angelegenheiten eine diesbezügliche Erklärung, ein oder mehrere Male pro Jahr je nach der Höhe des Betrages.

Diese Ausgaben begreifen:

1. Die Porto- und Frankierungskosten der offiziellen Korrespondenz.

2. Die provisorischen Unterstützungen, die Luxemburgern gewährt werden, welche ohne ihr Verschulden in Not geraten sind.

Die unter Nummer 2 angeführten Ausgaben sind mit Quittungen zu belegen; der General-

des affaires étrangères fixera le montant que les consuls peuvent avancer à un compatriote nécessaire sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du Gouvernement.

Art. 46. Le Gouvernement, par une délibération prise en conseil, pourra allouer en outre aux consuls une somme aversionnelle pour frais de bureau et autoriser le remboursement de dépenses non prévues par les dispositions de l'article précédent, mais qui seraient reconnues avoir été provoquées par la nécessité du service ou faites à l'occasion de l'exercice des fonctions consulaires.

Art. 47. Les déclarations mentionnées à l'art. 45 sont dressées en double expédition, sur papier libre.

Chaque dépense doit être accompagnée d'une pièce justificative, autant que possible; à son défaut, elle doit être appuyée d'une déclaration supplétive du consul, indiquant les motifs qui empêchent la production d'une justification d'une autre nature.

Art. 48. Les frais de route et de séjour auxquels les consuls pourront être astreints en suite de voyages entrepris en vertu d'un ordre exprès de Notre Directeur général des affaires étrangères, leur seront remboursés sur une déclaration signée et certifiée par eux.

Art. 49. Les dépenses prévues par les dispositions qui précèdent seront ordonnancées et réglées par Notre Directeur général des affaires étrangères, et imputées sur le crédit porté au budget « Légations », à l'exception des secours accordés à des Luxembourgeois, qui continueront à être liquidés par le membre du Gouvernement qui a dans ses attributions la bienfaisance publique et seront imputés sur l'article spécial qui figure de ce chef au budget des dépenses.

Der Direktor des Auswärtigen Angelegenheiten setzt die Summe fest, welche die Konsuln einem in Not geratenen Landsmann ohne vorherige Genehmigung der Regierung vorstrecken können.

Art. 46. Durch Beratung im Konseil kann die Regierung außerdem den Konsuln eine Pauschalsumme für Bürokosten zuerkennen und die Rückerstattung von Ausgaben ermächtigen, die nicht in den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels vorgesehen sind, jedoch als im Dienst benötigt oder anlässlich der Ausübung der Konsularfunktionen verursacht befunden werden.

Art. 47. Die in Art. 45 erwähnten Erklärungen sind doppelt auf stempelfreiem Papier auszufertigen. Jede Ausgabe muß, wenn möglich, von einem Belegstück begleitet sein; in Ermangelung dessen muß sie eine ergänzende Erklärung des Konsuls enthalten unter Angabe der Gründe, die die Vorlegung einer anderwärtigen Rechtfertigung verhindern.

Art. 48. Die Reise- und Aufenthaltskosten, zu welchen die Konsuln genötigt werden, wenn sie sich auf ausdrücklichen Befehl Unseres General-Direktors der Auswärtigen Angelegenheiten auf Reisen begeben haben, werden ihnen nach Vorlegung einer von ihnen unterschriebenen und beglaubigten Erklärung zurückerstattet.

Art. 49. Die in den vorhergehenden Bestimmungen vorgesehenen Ausgaben werden durch Zahlungsanweisungen Unseres General-Direktors der Auswärtigen Angelegenheiten liquidiert und dem im Budget unter Gesandtschaften eingetragenen Kredit angerechnet, mit Ausnahme der den luxemburgischen Staatsangehörigen gewährten Unterstützungen, die weiterhin von dem Mitglied der Regierung geregelt werden, das in seinem Departement die öffentlichen Wohltätigkeit hat, und die dem diesbezüglichen Artikel im Ausgabenbudget entnommen werden.

Chapitre X. — *Des archives des consulats.*

Art. 50. Les archives consulaires sont distribuées en deux groupes: celles qui se rapportent à des matières commerciales et celles qui concernent les matières de chancellerie. Elles seront classées dans des cartons par dossiers d'affaires. Les pièces politiques, s'il en existe, seront disposées par ordre chronologique dans un carton spécial.

Art. 51. La minute de toutes les dépêches comme de tous les rapports émanés des consulats sera conservée dans leurs archives; cette minute est obligatoire. Les minutes et les expéditions des documents adressées au Gouvernement grand-ducal porteront un numéro d'ordre qui en facilitera la recherche.

Art. 52. Il sera tenu dans tous les consulats un registre indicateur renseignant toutes les pièces à l'entrée comme à la sortie. Ce registre contiendra les indications suivantes: Numéro d'ordre, de la série et de la dépêche, date, noms de l'expéditeur et du destinataire, sommaire. Les registres clos seront joints aux archives et perpétuellement conservés.

Art. 53. Aucun document d'archives, qu'il soit en registre ou en feuilles détachées, ne peut sortir des bureaux du consulat.

Art. 54. Les correspondances entre le Gouvernement et ses agents, les rapports, mémoires et autres documents par eux adressés ou reçus en leur qualité officielle sont et demeurent la propriété de l'État.

Art. 55. Les dispositions antérieures, en tant qu'elles ne sont pas conformes aux stipulations du présent arrêté, sont rapportées.

Kapitel X. — Über das Konsulararchiv.

Art. 50. Das Konsulararchiv ist in zwei Gruppen eingeteilt: das Handelsarchiv und das Kanzleiarchiv. Sie werden nach Aktenheften in Kartons geordnet. Sind politische Schriftstücke vorhanden, so werden sie, der Zeitfolge gemäß, geordnet und in einem besonderen Karton aufbewahrt.

Art. 51. Die Konzepte aller von den Konsulaten herrührenden Schreiben und Berichte werden in ihrem Archiv aufbewahrt. Dieses Konzept ist obligatorisch. Die Konzepte und Ausfertigungen der an die Regierung gerichteten Dokumente tragen eine Ordnungsnummer, um ein Nachsuchen zu erleichtern.

Art. 52. In allen Konsulaten wird ein Journal geführt, welches über alle Schriftstücke sowohl bei ihrem Eingang als Ausgang Aufschluß gibt.

Dieses Register enthält folgende Angaben: Rubriknummer und Sachnummer, Datum, Namen des Absenders und des Empfängers, Kurzer Inhalt. Die abgeschlossenen Register werden dem Archiv einverleibt und dauernd aufbewahrt.

Art. 53. Kein aus dem Archiv herrührendes Schriftstück, sei es ein Register oder ein losgetrenntes Blatt, darf aus den Büros des Konsulates genommen werden.

Art. 54. Die Korrespondenz der Regierung mit ihren Agenten, die Berichte, Denkschriften und andere von ihnen herrührenden Schriftstücke, die sie in ihrer amtlichen Eigenschaft abgesandt oder erhalten haben, sind und bleiben Eigentum des Staates.

Art. 55. Alle früheren Bestimmungen, soweit sie diesem Beschlusse zuwiderhandeln, sind abgeschafft.

Art. 56. Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 29 juin 1923.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*
E. REUTER.

CHARLOTTE.

Art. 56. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Luxemburg, den 29. Juni 1923.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E. Reuter.

Charlotte.

Tarif. — Gebührenordnung.

| | Base de la perception. — Einheiten pro Sicht- vermerk. | Taxation. — Taxe. |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 Visa d'un passeport luxembourgeois — Sichtvermerk eines luxemburgischen Passes | par visa — pro Sichtvermerk . | 5 fr. |
| 2 Visa d'un passeport étranger — Sichtvermerk eines ausländischen Passes | — | taxe de réciprocité, minimum 10 fr. — Gegenseitigkeits- taxe, Minimum 10 Fr. |
| 3 Certificat de vie — Lebensbescheinigung | par certificat — pro Bescheinigung | 3 fr. |
| 4 Certificat de nationalité — Heimatschein | — | 3 fr. |
| 5 Certificat d'origine, de provenance, de destination — Ursprungs-, Herkunfts-, Bestimmungszeugnis | — | 3 fr. |
| 6 Certificat quelconque requis par l'autorité locale — Jedes andere Zeugnis von der Ortsbehörde verlangt | — | 5 fr. |
| 7 Tout autre certificat ou visa — Jedes andere Zeugnis oder Sichtvermerk | — | 5 fr. |
| 8 Légalisation d'un acte de l'état civil demandé dans un intérêt luxembourgeois — Beglaubigung einer Urkunde aus dem Zivilstandsregister, in luxemburgischem Interesse verlangt | — | 3 fr. |
| 9 Légalisation d'un acte de l'état civil demandé dans un intérêt étranger — Beglaubigung einer Urkunde aus dem Zivilstandsregister, in ausländischem Interesse verlangt | — | taxe de réciprocité, minimum 6 fr. — Gegenseitigkeits- taxe, Minimum 6 Fr. |
| 10 Légalisation de toute autre pièce demandée dans un intérêt luxembourgeois — Beglaubigung jeder anderen Urkunde in luxemburgischem Interesse verlangt | — | 5 fr. |
| 11 Légalisation de toute autre pièce demandée dans un intérêt étranger — Beglaubigung jeder anderen Urkunde, in ausländischem Interesse verlangt | — | taxe de réciprocité, minimum 6 fr. — Gegenseitigkeits- taxe, Minimum 6 Fr. |

| | Base de la perception. — Einheiten pro Sicht- vermerk. | Taxation. — Taxe. |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 12 | Recouvrement de créances, de successions ou de sommes quelconques effectué à la suite de l'intervention consulaire — Einziehung von Forderungen, Erbschaften oder irgendwelchen Summen infolge einer Dazwischenkunft des Konsuls | sur le montant des valeurs recouvrées — von dem Betrag der eingegangenen Summen 1% sur les premiers 20.000 fr.; — 1% von den ersten 20.000 Fr.; ½% sur les 10.000 fr. suivants; — ½% von den folgenden 10.000 Fr.; ¼% sur le surplus; minimum 2 fr. — ¼% von dem Restbetrag; Minimum 2 Fr. |
| 13 | Acte ou procès-verbal quelconque — Urkunde oder Protokoll irgendwelcher Art..... | premier rôle — erste Rolle chaque rôle en sus — jede weitere Rolle |
| 14 | Expédition d'un acte ou d'un procès-verbal — Ausfertigung einer Urkunde oder eines Protokolles..... | par rôle — pro Rolle |
| 15 | Copie en langue étrangère — Abschrift in fremder Sprache.. | par rôle — pro Rolle |
| 16 | Traduction certifiée conforme — Beglaubigte Uebersetzung.. | premier rôle — erste Rolle chaque rôle en sus — jede weitere Rolle |

Arrêté du 29 juin 1923, concernant l'examen de fin d'études à l'École d'Ettelbruck.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;

Vu l'art. 61 de l'arrêté royal grand-ducal du 29 août 1883, portant règlement sur l'organisation de l'école agricole d'Ettelbruck;

Arrête:

Art. 1^{er}. M. J.-B. *Mandy*, Conseiller de Gouvernement, est nommé commissaire du Gouvernement et président de la commission d'examen de fin d'études à l'école agricole d'Ettelbruck, pour l'année scolaire 1922-1923.

Art. 2. Sont nommés membres de la même commission: MM. N.-P. *Kunnen*, professeur hon. et président de la commission d'inspection de l'école agricole, Aug. *Hermann*, directeur de

l'école agricole, J.-N. *Frommes* et N. *Henigen*, professeurs au même établissement.

Art. 3. Sont nommés membres suppléants de la dite commission: MM. Alph. *Weicker*, agronome, membre de la commission d'inspection de l'école agricole, et Em. *Gutenkauf*, professeur de l'école agricole.

Art. 4. L'épreuve écrite aura lieu les 27 et 28 juillet, et l'examen oral le 31 juillet 1923.

Art. 5. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*, et un exemplaire en sera transmis à chacun des membres de la dite commission pour lui servir de titre.

Luxembourg, le 29 juin 1923.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et de la prévoyance sociale,*

R. DE WAHA.

Arrêté du 11 juin 1923, portant dissolution de la caisse de maladie de la société Gebr. Stumm'sche Bergverwaltung, à Oberkorn.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;

Attendu que la société Gebr. Stumm'sche Bergverwaltung à Oberkorn, d'accord avec l'assemblée générale de la caisse de maladie de sa minière à Oberkorn, a proposé la dissolution volontaire de la dite caisse de maladie;

Vu l'avis de l'administration communale de Differdange;

Vu l'art. 50 de la loi du 31 juillet 1901, concernant l'assurance obligatoire des ouvriers contre les maladies;

Arrête:

Art. 1^{er}. La caisse de maladie établie par la société Gebr. Stumm à Oberkorn, est dissoute, et ses membres sont rattachés à la caisse régionale de Differdange.

Art. 2. Le patrimoine de la caisse dissoute passera à la caisse régionale de Differdange, qui se chargera de régler les obligations existantes jusqu'à concurrence du montant de ce patrimoine.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 11 juin 1923.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et de la prévoyance sociale,*
R. DE WAHA.

Beschluß vom 11. Juni 1923, betreffend Auflösung der Krankenkasse der Gesellschaft Gebrüder Stumm'sche Bergverwaltung zu Oberkorn.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie u. der sozialen Fürsorge;

In Anbetracht, daß die Gesellschaft Gebr. Stumm'sche Bergverwaltung zu Oberkorn, in Übereinstimmung mit der Generalversammlung ihrer Krankenkasse, die freiwillige Auflösung der genannten Krankenkasse beantragt hat;

Nach Einsicht des Gutachtens der Gemeindeverwaltung von Differdingen;

Nach Einsicht des Art. 50 des Gesetzes vom 31. Juli 1901, betreffend die Arbeiter-Krankenversicherung;

Beschließt:

Art. 1. Die für die Gesellschaft Gebrüder Stumm'sche Bergverwaltung zu Oberkorn errichtete Krankenkasse ist aufgelöst und ihre Mitglieder sind der Bezirkskrankenkasse Differdingen zugewiesen.

Art. 2. Das Vermögen der aufgelösten Kasse geht auf die Bezirkskrankenkasse Differdingen über, die bis zur Höhe des ihr übertragenen Vermögens für die bestehenden Verpflichtungen der aufgelösten Kasse aufzukommen hat.

Art. 3. Dieser Beschluß soll im „*Mémorial*“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 11. Juni 1923.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und der sozialen Fürsorge,
R. de W a h a.

Avis. — **Notariat.** — Par arrêté grand-ducal du 1^{er} juillet 1923, M. René *Wagner*, juge de paix du canton de Capellen, a été nommé notaire à la résidence d'Esch-s.-Alz.

Avis. — **Justice.** — Par arrêté grand-ducal du 1^{er} juillet 1923, M. Mathias *Hommel*, ci-avant huissier à Mersch, a été nommé huissier à la résidence de Luxembourg.

Avis. — **Conseil d'Etat.** — Par arrêté grand-ducal du 1^{er} juillet 1923, M. Charles-Henri *Eydt*, chef de bureau au Gouvernement (Département des Affaires Étrangères et de la Justice), a été nommé secrétaire-adjoint du Conseil d'Etat.

Avis. — **Cour militaire.** — Par arrêté grand-ducal du 1^{er} juillet 1923, démission honorable a été accordée à MM. Maurice *Kohn*, ancien procureur d'Etat, et Paul *Faber*, ancien substitut du procureur d'Etat à Luxembourg, tous les deux promus à d'autres fonctions, de leurs fonctions d'auditeur militaire provisoire resp. d'auditeur militaire suppléant provisoire de la Force armée.

Par arrêté grand-ducal du même jour, M. François *Mauritius*, procureur d'Etat à Luxembourg, a été nommé aux fonctions d'auditeur militaire provisoire de la Force armée, et M. Joseph *Jittel*, substitut du procureur d'Etat à Luxembourg, aux fonctions d'auditeur militaire suppléant provisoire de la Force armée.

Avis. — **Administration communale.** — Par arrêté grand-ducal du 29 juin 1923, M. Joseph *Gratia-Kessler*, cultivateur, à Perlé, a été nommé aux fonctions de bourgmestre de la commune de Perlé.

Avis. — **Règlement communal.** — En séance du 19 avril 1923, le conseil communal de Mertert a modifié le règlement sur la conduite d'eau de Wasserbillig. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée.

Association d'assurance contre les accidents.
Relevé nominatif des délégués-patrons.

Le relevé ci-après indique, par canton judiciaire, les personnes, qui, par décision de l'assemblée générale de la section industrielle de l'assurance-accidents en date du 21 juin 1923, seront appelées à fonctionner du 1^{er} janvier 1924 au 31 décembre 1926 en qualité de délégués-patrons.

(Art. 32 et 53 de la loi; art. 12, 14 et 25 des statuts; art. 1^{er} à 7 de l'arrêté grand-ducal du 17 février 1903).

Canton d'Esch-s.-Alzette.

Catégorie A. — *Métallurgie et Machines.*

Membres effectifs.

MM. *Schock* Nic., ingénieur, Esch-s.-Alzette;

Strasser Arnold, fondé de pouvoir, Differdange;

Spoa Armand, industriel, Esch-s.-Alzette;
Fraser Jean, industriel, Tétange.

Membres suppléants:

MM. *Massard* Henri, industriel, Kayl;
Theisen Jean, serrurier, Schiffange;
Hambilius J.-P., serrurier, Esch-s.-Alz.;
Balace François, serrurier, Differdange.

Catégorie B. — *Mines et Minières.*

Membres effectifs:

MM. *Brasseur* Gustave, directeur, Obercorn;
Diderich Alph., ingénieur, Rodange;
Barblé Grégoire, ingénieur, Esch-s.-Alzette;
Franck Jos., directeur de minières, Esch-s.-Alzette.

Membres suppléants:

- MM. *Nepper Ed.*, directeur de minières, Rumelange;
Pellering Emile, caissier-comptable, Esch-s.-Alzette;
Kaiser Charles, directeur, Kayl;
Sturm Jean, industriel, Rumelange.

Catégorie C. — *Terres, Constructions, gaz, etc.*

Membres effectifs:

- MM. *Hastert Ed.*, directeur, Esch-s.-Alzette;
Lefèvre Alfred, entrepreneur, Esch-s.-Alz.;
Baldauff P., ingénieur, Esch-s.-Alz.;
Logelin Josy, entrepreneur, Differdange.

Membres suppléants:

- MM. *Caffaro Antoine*, entrepreneur, Esch-s.-Alzette;
Cravatte Henri, marchand de bière, Esch-s.-Alzette;
Kayser Henri, directeur de l'usine à gaz, Esch-s.-Alzette;
Werner Pierre, entrepreneur, Bettembourg.

Catégorie D. — *Divers.*

Membres effectifs:

- MM. *Schneider Pierre*, peintre-décorateur, Esch-s.-Alzette;
Ettinger Othon, brasseur, Esch-s.-Alzette;
Hess Lucien, tanneur, Bettembourg;
Nachbaur Eugène, pâtissier, Esch-s.-Alzette.

Membres suppléants:

- MM. *Willems Gérard*, imprimeur, Esch-s.-Alzette;
Bestgen Emile, meunier, Schifflange;
Joachim J., marchand de grains, Bergem;
Origer Nic., boucher, Esch-s.-Alzette.

Canton de Luxembourg.

Catégorie A. — *Transport.*

Membres effectifs:

- MM. *Clemang A.*, ingénieur, Luxembourg;
Karp-Kneip, entrepreneur, Hollerich;

Perrard Nic., marchand de charbons, Luxembourg-Merl.

Gilbert P., marchand de fer, Luxembourg.

Membres suppléants:

- MM. *Funck Jos.*, matériaux de construction, Luxembourg-Gare;
Calmes Justin, entrepreneur de transports, Luxembourg;
Medernach l'aîné, entrepreneur de transport, Hollerich;
Débické Gustave, entrepreneur de transport, Hollerich.

Catégorie B. — *Métallurgie et Machines.*

Membres effectifs:

- MM. *Biver Léopold*, directeur, Dommeldange;
Wirth, Paul, ingénieur, Hollerich;
Barblé Ernest, ingénieur, Strassen;
Schmitz Guill., constructeur, Merl.

Membres suppléants:

- MM. *Flammant Emile*, ingénieur, Hollerich;
Moitzheim Jos., fabrique de couteaux, Luxembourg;
Greten Charles, machines agricoles, Hollerich;
Pondrom Antoine, ingénieur, Merl.

Catégorie C. — *Pierres et Terres, Constructions, Eclairage, etc.*

Membres effectifs:

- MM. *Weyrich J.-P.*, propriétaire de carrières, Hespérange;
Flammang Michel, entrepreneur, Bonnevoie;
Sax Joseph, ingénieur de la ville de Luxembourg;
Kolbach J.-P., menuisier, Luxembourg.

Membres suppléants:

- MM. *Karp J.*, couvreur en ardoises, Luxembourg;
Lentz Jacques, menuisier, Luxembourg;
Michels J.-P., entrepreneur, Luxembourg;
Lecorsais Romain, électricien, Luxembourg.

Catégorie D. — Divers.

Membres effectifs:

- MM. *Buck* Walter, imprimeur, Luxembourg;
Funck Henri, brasseur, Neudorf;
Munshausen Charles, imprimeur, Luxembourg;
Reinhard Albert, fabricant de gants, Luxembourg.

Membres suppléants:

- MM. *Beffort* Jos., imprimeur, Luxembourg;
Lemmer V., fabricant de brosses, Luxembourg;
Blau Charles, boucher, Luxembourg;
Kuntgen J.-P., pâtissier, Luxembourg.

Canton de Redange.

Membres effectifs:

- MM. *Schmit* Fr., ingénieur, Martelange;
Bertholet Jean, entrepreneur, Wolwelage;
Toussaint François, meunier, Useldange;
Kerger Henri, mécanicien, Everlange.

Membres suppléants:

- MM. *Sinner* Pierre, tanneur, Useldange;
Betz Joseph, entrepreneur, Reimberg;
Heinen Joseph, scierie, Redange-s.-Attert;
Schumers Adolphe, meunier, Redange-s.-Attert.

Canton de Remich.

Membres effectifs:

- MM. *Altwiess* Michel, industriel, Remich;
Wiltz Jean, mécanicien, Remich;
Reisdorffer, J.-P., entrepreneur Mondorf;
Thomé Edmond, scierie, Burmerange.

Membres suppléants:

- MM. *Hansen* Jean, propriétaire de carrières, Lenningen;
Krier J.-P., propriétaire de carrières, Ellange;
Klopp Jos., plafonneur, Remich;
Goergen Nic., menuisier, Remich.

Canton de Capellen.

Membres effectifs:

- MM. *Loose* Gustave, directeur, Steinfort;
Muller Georges, meunier, Kleinbettingen;
Bofferding Léon, brasseur, Bascharage;
Flener Philippe, plafonneur, Mamer.

Membres suppléants:

- MM. *Bartz* Nic., entrepreneur, Eischen;
Hoffmann Jean, fours à chaux, Mamer;
Espen Henri, entrepreneur, Hobscheid;
Noesen Valentin, entrepreneur, Steinfort.

Canton de Vianden.

Membres effectifs:

- MM. *Weyrich* Georges, couvreur en ardoises, Vianden;
Petges Eg., industriel, Vianden;
Vinandy Math., entrepreneur, Vianden;
Bassing Louis, menuisier, Vianden.

Membres suppléants:

- MM. *Bingen* Dom., transports, Bettel;
Straus François, carrossier, Fohren;
Wilhelmy Charles, peintre-décorateur, Vianden;
Weny-Loenertz Nic., scierie, Vianden.

Canton de Grevenmacher.

Membres effectifs:

- MM. *Faber* René, ingénieur, Wecker;
Philippe Pierre, ferblantier, Grevenmacher;
Govers-Steffen Albert, propriétaire de carrières, Grevenmacher;
Guill-Hart Charles, entrepreneur, Grevenmacher.

Membres suppléants:

- MM. *Hurt* Michel, entrepreneur, Biver;
Engel Nic., meunier, Wecker;
Fell Math., meunier, Manternach;
Simmer Jean, boucher, Grevenmacher.

Canton de Clervaux.

Membres effectifs:

- MM. *Kohner* Louis, propriétaire de carrières, Clervaux;
Wilmes-Koener, entrepreneur, Clervaux;
Eydt Mathias, plafonneur, Clervaux;
Wagner-Steichen, entrepreneur, Clervaux.

Membres suppléants:

- MM. *Reckinger* Jos., meunier, Weiswampach;
Cornely-Porters, meunier, Troisvierges;
Thinnes-Faber, entrepreneur, Troisvierges;
Lutgen Jos., boucher, Clervaux.

Canton de Diekirch.

Membres effectifs:

- MM. *Heintz-Walch*, menuisier, Diekirch;
Gemen Ed., fonderie, Diekirch;
Federspiel, Nic., entrepreneur, Ettelbruck;
Zettinger Henri, meunier, Bettendorf.

Membres suppléants:

- MM. *Walch* Nic., entrepreneur, Gilsdorf;
Walch Michel, entrepreneur, Gilsdorf;
Agnes Jean, propriétaire de carrières, Mertzig;
Rettinger Nic., marbrier, Ettelbruck.

Canton de Wiltz.

Membres effectifs:

- MM. *Wathgen* Henri, entrepreneur, Harlange;
Demuth J.-N., fabricant de tissus, Esch-s.-Sûre;
Lambert Jos., tanneur, Wiltz;
Schlottert Tony, mécanicien, Wiltz.

Membres suppléants:

- MM. *Schawinnen* Jos., industriel, Wilwerwiltz;
Simon Jules, brasseur, Wiltz;

- Franck* Nic., boucher, Wiltz;
Thalges Henri, boucher, Wiltz.

Canton d'Echternach.

Membres effectifs:

- MM. *Ries* François, fabricant de tabacs, Echternach;
Kettenhofen Nic., constructeur de machines, Echternach;
Gierden J.-B., propriétaire de carrières, Born;
Fandel Michel, entrepreneur, Echternach.

Membres suppléants:

- MM. *Weiwertz* Val., boulanger, Echternach;
Dunkel Hubert, carrossier, Echternach;
Jaminet Charles, tailleur de pierres, Bollendorf-pont;
Dostert Conrad, menuisier, Beaufort.

Canton de Mersch.

Membres effectifs:

- MM. *Kraus* Ed., mécanicien, Mersch;
Schneider Louis, propriétaire de carrières, Larochette;
Henckels J.-P., scierie, Mersch;
Biver Camille, directeur, Bissen.

Membres suppléants:

- MM. *Hilger* Albert, marchand de bois, Larochette;
Kasel J.-B., entrepreneur, Reckange;
Raths Jean, transports, Mersch;
Dieschbourg Eug., meunier, Bissen.

Luxembourg, le 30 juin 1923.

Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et de la prévoyance sociale,
R. DE WAHA.

**Relevé des valeurs au porteur frappées d'opposition,
publié en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891.**

| Nature des valeurs. | Série et numéros des titres. | Valeur nomi- nale de chaque titre. |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| A. Titres. | | |
| I. Obligations. | | |
| 1 ^o État gr.-d. — Emprunt 3½ % de 1894. | Litt. B. N ^o 3810. Litt. C. N ^{os} 3246 et 3248. Litt. D. N ^o 189 ¹⁰). | 1000 500 100 |
| 2 ^o État gr.-d. — Emprunt 4½ % de 1919. | Litt. B. N ^o 10561 à 10568, 28917, 28918, 29746 ¹⁰), 36447 à 36454, 34004, 34005, 34006, 41666 à 41669 ¹⁰). Litt. C. N ^o 8849 à 8864, 22038, 22039, 30073 à 30086, 35599 à 35604 ¹⁰), 46769 à 46773 ¹⁰). | 500 1000 |
| 3 ^o État gr.-d. — Emprunt 6 % de 1922, en francs belges, émis en Belgique. | N ^o 77306- | 1000 |
| 4 ^o Obligations foncières de l'État du Grand-Duché de Luxembourg. | Litt. A. N ^{os} 4188 (1 ^{re} émission de 1901), 4998, 4999, 5000 ¹⁰), 5421, 5422, 5423, 6305, 6799, 6800, 8350, 8866, 8938 (3 ^e émis- sion de 1907) ¹⁰), 8527, 8719, 8720, 8170, 8441, 8442, 8716 ¹⁰); 4156, 9078, 9079; 9299, 9730 à 9733, 9879 ²³); 137, 1290, 1622, 2031, 3896, 3897, 4839, 5002, 5771, 5772, 5773, 6374, 6606, 6906, 7260, 7581, 7874, 7965, 8210, 8282, 8558, 8724, 8831, 8907, 8908, 8985, 9298, 9343, 9581, 9582, 9650, 9897 ¹⁰), 10908, 11350, 11351, 11352, 11353 ²³), 5916, 6767 ¹⁰). | 200 |
| | Litt. B. N ^{os} 6423, 12008, 13023 ¹⁰), 13024 ¹⁰), 13054, 13055 (2 ^e émis- sion de 1903), 18177, 20518, 21369, 21370 (3 ^e émission de 1907) ¹⁰), 331, 2821, 28890, 28300, 28301 ¹⁰), 27074, 27075, 27076, 27790, 27791, 27792, 28970 ¹⁰), 18127 ¹⁰), 3826, 3827, 3828, 3841, 3842, 3843, 3873, 4032, 6528, 8092, 9238, 9241, 9311, 9326, 9391, 9392, 9393, 10515, 10516, 25198, 25929, 25930, 26209, 27899, 27900, 28450 à 28455, 29076, 29077, 30474, 30475, 30981, 30982, 32296 ²³), 1654, 1892, 1893, 1894, 7258, 7259, 11706, 11707, 11708, 11709, 15451, 15452, 17808, 18786, 20388, 20389, 20439, 21262, 22993, 23202, 25097 ¹⁰), 26202, 26203, 27825 ¹⁰), 27828 ¹⁰), 28985 ¹⁰), 29074, 29659, 30484, 30821, 32723, 33721, 33722, 33723, 33724, 33725, 33726, 33727, 33728, 33729, 34216, 34940 et 34941 ²³), 530, 531, 10783, 15132, 15133, 15134, 19544, 20212, 20213, 20214, 23452, 23453, 23454 ¹⁰), 10797 ¹⁰). | 500 |
| | Litt. C. N ^o 2586 (2 ^e émission de 1903), 7041 ¹⁰), 11567, 11568, 11569 ¹⁰), 1282, 1642, 3347, 10287, 14047 ²³), 4938, 4939, 7248, 9686 ²³). | 1000 |
| 5 ^o Emprunts d. communes: | | |
| a) Basbellain de 1877. | N ^o 29. | 500 |
| b) Biver de 1888. | N ^{os} 61, 62, 63. | 100 |
| c) Luxembourg de 1892. | Litt. A. N ^{os} 120, 139, 140, 298, 395, 552, 638, 652. Litt. B. N ^{os} 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 833 ¹⁰), 834 ¹⁰), 835 ¹⁰), 837 ¹⁰), 838 ¹⁰), 981, 982. | 1000 500 |
| d) Dudelange. | Litt. A. 595 ¹⁰) 690. 315. | 500 100 |
| e) Junglinster. | N ^{os} 75, 76, 78. | 100 |
| f) Manternach-Lellig. | N ^{os} 34 et 35. | 100 |

| | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 6 ^o Chemins de fer: Guillaume-Luxembourg. | N ^{os} 1543, 1544, 1611, 1886, 2814, 3299, 7035 à 7040, 7374, 7388, 7389, 8337, 8848, 11779, 12650, 13465, 14141, 16382, 16383, 16655, 19007, 23386, 23689, 24456, 24458, 26775, 26776, 31786, 33600, 34103, 39090, 38785, 40834, 40922, 45058, 46816, 49591 à 49595, 51009, 52188, 53394, 53867 à 53877, 54066, 55388, 55389, 55390, 57359, 57720, 58056 à 58060, 62566, 64997, 64998, 67414, 67415, 71595, 72086, 72641, 73573 à 73578, 73747, 76076, 76077, 77010, 77816, 77817, 78120, 79366, 79367, 79823 à 79829, 79839, 81147, 81569, 82933 ¹⁰⁾ , 90549, 90550, 93428, 94019, 94630, 95933, 97749, 97750, 100257, 107051, 105780, 120737 à 120740, 120968, 123097, 133295, 135195, 145067, 145068, 150250, 4332, 4333, 25986, 51624, 68018, 68774 à 68779. | 500 |
| 7 ^o Prince-Henri. | N ^{os} 510, 879, 928, 3284, 3507, 5459, 5460, 6397, 8577, 10670, 10776, 10780, 11369, 11370, 18450, 18451, 18452, 18453, 18760, 18761, 24278, 24279, 25752, 29668, 30852, 30853, 33621. | 500 |
| 8 ^o Valeurs industrielles: | | |
| a) Société anonyme des hauts fourneaux de Differdange 4 % de 1898 | N ^{os} 16, 17, 18, 19, 20, 21. | 500 |
| b) Société anonyme des hauts fourneaux et aciéries de Rumelange-St. Ingbert 4 % de 1894. | N ^o 1197. | 500 |
| c) id. id. 4 % de 1896. | N ^{os} 1414, 1415, 1416. | 500 |
| d) Société des hauts fourneaux et forges de Dudelange, ém. 1895. | N ^{os} 8228 ¹⁰⁾ , 8229 ¹⁰⁾ , 9701 ¹⁰⁾ , 9897 ¹⁰⁾ , 9898 ¹⁰⁾ , 9899 ¹⁰⁾ . | 500 |
| e) Société anonyme des aciéries réunies de Burbach-Eich-Dudelange 4 % de 1914. | N ^{os} 1014 ¹⁸⁾ , 1015 ¹⁸⁾ , 1016 ¹⁸⁾ , 1017 ¹⁸⁾ , 1018 ¹⁸⁾ , 1019 ¹⁸⁾ , 26939 ¹⁸⁾ , 33600 ¹⁸⁾ , 38567 ¹⁸⁾ , 38568 ¹⁸⁾ , 48838, 48840, 51350, 51357, 54272 ¹⁸⁾ , 54273 ¹⁸⁾ , 58713 ¹⁸⁾ , 58714 ¹⁸⁾ , 59919 ¹⁸⁾ , 61751. | 500 |
| f) Société anonyme des aciéries réunies de Burbach-Eich-Dudelange 5 % de 1914. | N ^{os} 2502 à 2509, 2511 à 2515, 2518 à 2524, 2526, 24129 à 24138, 24155 à 24167, 24336 à 24385, 59044, 74756 à 75000, 76680 à 76799, 76864 à 76869, 78001 à 78400, 78793 à 78798. | 500 |
| g) Société Métallurgique des Terres Rouges, Luxembourg 5 %. | N ^{os} 133001 à 133020. | 500 |
| II. Actions. | | |
| 1 ^o Banque Internationale à Luxembourg. | Série I. Litt. A. N ^{os} 9533, 9534, 9535, 9536, 20131, 20132, 20133. (Ces titres ont été délivrés pro duplicata.) | 250 |
| 2 ^o id. id. | Série I. Litt. A. N ^{os} 1146 à 1151, 11018 à 11020, 13020, 13190, 13192, 13631, 13632, 13633, 13801, 13802, 13803, 13804, 13805, 15112, 15204, 18782, 18942, 18943 ¹²⁾ , 35213 à 35215. | 250 |
| 3 ^o id. id. | Série II. Litt. B. N ^{os} 52314 à 52325, 63181, 63182, 63183, 63184, 63185, 63186, 63187, 63188, 63189, 63190, 63191, 63192, 63193, 63194, 63195 ¹²⁾ . | 250 |
| 4 ^o id. id. | Série II. Litt. B. N ^{os} 73702 ¹⁰⁾ , 73703 ¹⁰⁾ , 73704 ¹⁰⁾ , 73705 ¹⁰⁾ , 74856. | 250 |
| 5 ^o id. id. | Série VI. N ^{os} 57790, 57791, 57792, 58969, 68029. | 250 |
| 6 ^o Hauts fourneaux et forges de Dudelange. | N ^o 10514. | 500 |
| 7 ^o Hauts fourneaux et aciéries de Rumelange-St.-Ingbert. | N ^{os} 472, 13924, avec coupons de dividende N ^o 27 ss. N ^o 5514, avec coupons de dividende au 1 ^{er} août 1914 et ss. N ^{os} 1620, 1621, 2411, 4359, 6830, 8194, 13797, 14755, 14964, avec coupons de dividende N ^o 30 et suivants; 4340 avec coupons de dividende N ^o 26 et ss. | 500 |

| | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| 8° Société Métallurgique des « Terres Rouges » à Luxembourg. | N ^{os} 187568, 187569 et 187570, avec coupons N ^o 2 attachés. | 500 |
| 9° Société anonyme des aciéries réunies de Burbach-Eich-Dudelange (parts sociales sans désignation de valeur). | N ^{os} 65757, 65758, 65759, 72680 ¹⁰⁾ , 11980 à 11991, 65050 à 65150, 32661 à 32668 ¹⁰⁾ , 77745 à 77750. | |
| 10° Chemins de fer Prince Henri (actions au porteur). | N ^{os} 19379, 47977, 47978, 48758, 48759, 49406, 13675, 20839, 30546, 39979, 42705, 42888, 53371, 54241, 57188, 62080, 67834 avec coupons N ^o 36 et ss. | 500 |
| B. Coupons. | | |
| I. Obligations. | | |
| 1° Etat gr.-d.: emprunt 4 ^o / _o de 1916. | Litt. B. N ^{os} 238 ¹⁾ , 239 ¹⁾ . | 500 |
| 2° Emprunt 4 ½ % de 1919: | Litt. B. N ^{os} 16939, 16940, 33194 à 33199, 33214, 33215 ²⁵⁾ , 42671 ²⁶⁾ . | 500 |
| | Litt. C. N ^{os} 13425, 26502 à 26508, 26523 ²⁵⁾ . | 1000 |
| 3° Obligations foncières de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg. | Litt. B. N ^{os} 4175, 5603 (1 ^{re} émission de 1901) ¹³⁾ , 17895, 17896 (3 ^e émission de 1907) ¹⁴⁾ . | 500 |
| | Litt. C. N ^o 14132 ²⁴⁾ . | 1000 |
| 4° Emprunts d. communes: | | |
| a) Hesperange; | N ^{os} 291, 292, 293. | 100 |
| b) Hollerich. | Litt. A. N ^o 51. | 500 |
| | Litt. B. N ^{os} 46 à 51 inclus. | 100 |
| c) Remich. | Litt. A. N ^{os} 345, 347, 349, 352 et 354 ¹⁹⁾ | 500 |
| d) Kehlen: | | |
| 1° Section de Nospelt. | N ^{os} 14, 26, 28, 29 et 30. | 100 |
| | N ^{os} 10, 16 et 17. | 500 |
| | N ^{os} 1, 2, 6, 14, 15 et 16. | 1000 |
| | N ^{os} 9 et 10. | 1000 |
| 2° Section de Keispelt-Meispelt. | | |
| 5° Chemins de fer: Guillaume-Luxbg. | N ^{os} 21532, 22302, 51158, 90546, 95513. | 500 |
| 6° Prince-Henri. | N ^{os} 34006 à 34029 ¹⁸⁾ . | 500 |
| 7° Société anonyme des aciéries réunies de Burbach-Eich-Dudelange 5 ^o / _o . | N ^{os} 69501 à 70000 ¹⁸⁾ , 67025 à 67028 ²¹⁾ . | 500 |
| 8° Société anonyme belge des hauts-fourneaux lorrains à Aumetz-la-Paix, act. en liquidation, émission de 1914. | N ^{os} 18794 à 18801 ²¹⁾ | 500 |
| II. Actions. | | |
| 1° Banque Internationale Luxembourg. | Série N ^o 28203 ¹³⁾ . | 250 |
| | Série III. N ^o 89641. ¹⁶⁾ | 250 |
| 2° Chemins de fer: | | |
| a) Guillaume-Luxembourg. | N ^{os} 11272 ⁹⁾ , 11273 ⁹⁾ , 26437 ⁹⁾ , 26438 ⁹⁾ , 26439 ⁹⁾ , 26440 ⁹⁾ , 27879 ⁹⁾ , 32566 ⁹⁾ , 38121 ⁹⁾ , 40469 ⁹⁾ , 40841 ⁹⁾ , 41348 ⁹⁾ . | 500 |
| b) Prince-Henri. | N ^{os} 21421 ²⁾ , 28056, 28555 ²⁾ , 53050 ²⁾ , 53051 ²⁾ , 53052 ²⁾ , 54613 ²⁾ , 60851 ²⁾ , 74689 ²⁾ . | 500 |

| | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| 3° Valeurs industrielles: | | |
| a) Société anonyme des hauts fourneaux et forges de Dudelange. | N ^{os} 3034 ¹⁷⁾ , 3041 ¹⁷⁾ , 3069 ¹⁷⁾ , 3070 ¹⁷⁾ , 3073 ¹⁷⁾ , 3077 ¹⁷⁾ , 9329, 9331 ¹⁷⁾ , 16355 ¹⁷⁾ , 16358 ¹⁷⁾ , 17465 ¹⁷⁾ . | 500 |
| b) Société en commandite d. forges d'Eich, établie sous la raison sociale de « Legallais, Metz et C ^{ie} . » | N ^{os} 466 ⁸⁾ , 1064 ⁷⁾ , 1247 ³⁾ , 1872 ³⁾ , 2240 ⁴⁾ , 2241 ⁴⁾ , 2242 ⁴⁾ , 2385 ⁴⁾ , 3535 ⁸⁾ , 4143 ⁷⁾ , 4567 ⁸⁾ , 4901 ⁴⁾ , 4902 ⁴⁾ , 4903 ⁸⁾ , 4904 ⁴⁾ , 4905 ⁴⁾ , 4906 ⁴⁾ , 4907 ⁴⁾ , 4908 ⁴⁾ , 4909 ⁴⁾ , 4971 ⁸⁾ . | 1000 |
| c) Société anonyme « Compagnie générale des ciments » à Luxembourg (Parts de fondateurs). | N ^{os} 309 à 399 ⁵⁾ , 400 ⁶⁾ . | 500 |
| d) Société anonyme « Compagnie générale des ciments » à Dommeldange. | N ^{os} 1357 ¹¹⁾ , 1358 ¹¹⁾ . | 500 |
| e) Société anonyme des aciéries réunies de Burbach-Eich-Dudelange (parts sociales sans désignation de valeur). | N ^{os} 23940 à 23944 ²⁰⁾ . | |
| f) Société Métallurgique des Terres Rouges, Luxembourg. | N ^{os} 164677 à 164682 ²²⁾ . | |

Luxembourg, le 1^{er} juillet 1923.

Le Directeur Général des Finances,
A. NEYENS.

- 1) Opposition limitée au coupon à l'échéance du 1^{er} mai 1917.
- 2) id. aux coupons N^{os} 27 à 35.
- 3) id. au coupon de 1906/1907.
- 4) id. au coupon N^o 36.
- 5) id. au coupon N^o 4 exercice 1900 à 1901 et, pour les titres 325 à 374, également au coupon N^o 5 exercice 1901 à 1902.
- 6) id. aux coupons N^{os} 4 et 5.
- 7) id. aux coupons N^{os} 41 et suivants.
- 8) id. au coupon N^o 44.
- 9) id. aux coupons à l'échéance du 1^{er} juillet 1908.
- 10) id. aux feuilles de capital.
- 11) id. aux coupons N^{os} 3 à 30 inclusivement.
- 12) id. aux feuilles de capital.
- 13) id. aux coupons et à la délivrance d'une nouvelle feuille de coupons.
- 14) id. aux coupons échus à partir du 1^{er} octobre 1914.
- 15) id. aux coupons échus et à la délivrance d'une nouvelle feuille de coupons pour les exercices 1909 à 1918.
- 16) id. au coupon N^o 5 de parts sociales.
- 17) id. au coupon N^o 24.
- 18) id. aux coupons à échoir à partir du 1^{er} mars 1919.
- 19) id. au coupon N^o 47.
- 20) id. aux feuilles de coupon.
- 21) id. aux coupons à échoir à partir du 1^{er} mars 1920.
- 22) id. au coupon N^o 1.
- 23) id. aux coupons échus le 1^{er} octobre 1921.
- 24) id. » » » et à échoir à partir du 1^{er} avril 1921.
- 25) id. » » » le 1^{er} novembre 1922.
- 26) id. » » » et à échoir à partir du 1^{er} mai 1921.

Relevé des agents d'assurances agréés pendant le mois de juin 1923.

| N° d'ordre. | Nom et domicile. | Qualité. | Compagnies d'assurances. | Date. |
|----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1 | Weiler Henri, cultivateur, Eschdorf. | Agent. | Compagnie luxembourgeoise d'assurances « Le Foyer », Luxembourg. | 1 ^{er} juin. |
| 2 | Bir Marcel, cafetier, Burmerange. | id. | id. | 6 » |
| 3 | Feltes Ferdinand, maréchal-fer-rant, Hiwingen (Garnich.) | id. | Compagnie d'assurances « Zurich » et Compagnie belge d'assurances « Alberta ». | 4 » |
| 4 | Lurquin Michel, secrétaire com-munal, Clervaux. | id. | Compagnie Européenne d'assurances des Marchandises et des Bagages à Berne. | 7 » |
| 5 | Keup Nicolas, Tétange. | id. | Compagnie d'assurance (vie) « La Prévoyance » de Paris. | 13 » |
| 6 | Balace J.-P., Directeur de la Société anonyme de Transports et d'Entrepôts « Translux » Luxembourg. | id. | Compagnie Européenne d'assurances des Marchandises et des Bagages à Berne. | 13 » |
| 7 | Welsch Joseph, agent d'assurances, Mamer. | id. | Soc. an. d'assurances et de place-ment « La Luxembourgeoise ». | 19 » |
| 8 | Biermann Joseph, comptable-cais-sier, Luxembourg. | id. | Compagnie luxembourgeoise d'as-surances « Le Foyer », Luxem-bourg. | 19 » |
| 9 | Pultz Nicolas, agent d'assurances, Lintgen. | id. | id. | 19 » |
| 10 | Klosé Michel, comptable, Esch-s.-Alzelte. | id. | Compagnie d'assurances (vie) « La Prévoyance », Paris. | 26 » |
| 11 | Lurquin Michel, secrétaire com-munal, Clervaux. | id. | Compagnie luxembourgeoise d'as-surances « Le Foyer » Luxem-bourg. | 26 » |

Luxembourg, le 2 juillet 1923.

Avis. — Foires et marchés. — Par arrêté grand-ducal du 1^{er} juillet 1923, l'établissement de cinq nouvelles foires à tenir à Rambrouch le premier lundi des mois de janvier, mars, juin, août et novembre, a été autorisé.

Ces foires auront lieu:

En 1923: les 6 août et 5 novembre.

En 1924: les 7 janvier, 3 mars, 2 juin, 4 août et 3 novembre.

Avis. — Assurances. — En exécution de l'art. 14 de la loi du 16 mai 1891 concernant la surveillance des opérations d'assurance, la Compagnie « Concordia, Cölnische Lebens-Versicherungs-Gesellschaft » à Cologne, a demandé le transfert de son cautionnement à la « Société Générale d'Assurance et de Crédit Foncier » de Bruxelles, à laquelle elle a cédé son portefeuille luxembourgeois.

La Compagnie « Concordia » renonce à l'autorisation de faire des opérations au Grand-Duché.

Des oppositions éventuelles à la libération du cautionnement de la Compagnie « Concordia » devront être présentées dans le délai de six mois au plus tard. — 30 juin 1923.

Douanes. — Errata. — 1^o Art. 225 de la loi générale de perception du 26 août 1822 (*Mémorial* 1922, n^o 29bis, p. 39). L'alinéa 2 est rectifié comme suit:

« Tout individu qui aura été condamné à une amende pécuniaire, et qui se trouvera hors d'état de l'acquiescer, sera puni d'un emprisonnement [dont la durée est laissée à l'arbitrage du juge, mais qui ne pourra être de moins de 6 jours, ni de plus de 2 ans (1)]; en cas de paiement de l'amende et des frais de justice, tout emprisonnement ultérieur cessera.

Une note (1) en bas de la page 40 sera libellée comme suit:

« (1) L'art. 225 est modifié par l'art. 27 de la loi du 6 avril 1843 ».

2^o Art. 27 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude (*ibidem*, p. 210).

Les crochets [] désignant comme abrogée ou modifiée la partie commençant par « 15 jours » et finissant par le dernier mot de l'article, sont à supprimer pour rétablir intégralement le texte original. Le renvoi (6) et la note correspondante en bas de la page sont à biffer.

Avis. — Règlement communal. — En séance du 11 décembre 1922, le conseil communal d'Ettelbruck a édicté un règlement sur les voies et places publiques de cette ville. — Ce règlement a été dûment approuvé et publié. — 30 juin 1923.

Avis. — Assurances. — En exécution de l'art. 14 de la loi du 16 mai 1891 concernant la surveillance des opérations d'assurances, la Compagnie « Nordstern » de Berlin a demandé le transfert de son cautionnement à la « Société Générale d'Assurance et de Crédit Foncier » de Bruxelles, à laquelle elle a cédé son portefeuille luxembourgeois.

La compagnie « Nordstern » renonce à l'autorisation de faire des opérations au Grand-Duché.

Des oppositions éventuelles à la libération du cautionnement de la compagnie « Nordstern » devront être présentées dans le délai de six mois au plus tard. (2^{me} insertion de l'avis du 4 mai 1923, *Mém.* n^o 21, p. 208). — 4 juillet 1923.

Avis. — Association syndicale. — Par arrêté de M. le Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et de la prévoyance sociale, en date du 6 ct., l'association syndicale pour la construction de chemins d'exploitation « Im Bauch » etc. à Boxhorn, dans la commune d'Asselborn, a été autorisée.

Cet arrêté ainsi qu'un double de l'acte d'association sont déposés au Gouvernement et au secrétariat communal d'Asselborn. — 6 juillet 1923.

